

A Évreux, le 29 juin 2017

Monsieur le Président,

Lors de nos dernières expressions, nous avons beaucoup insisté sur l'importance du rôle de l'État et des services publics dans la crise sociale et politique que nous traversons.

Le niveau atteint dans les urnes par l'expression nationaliste, raciste, et anti sociale est ainsi à analyser avec ce qui en fait les causes : « abandon des plus mal lotis financièrement, socialement ou territorialement, la destruction des services publics de proximité, le culte voué à la numérisation de la société qui laisse une partie des citoyens et des territoires dans le fossé du modernisme, les inégalités sociales et fiscales de l'autre ».

Dès lors nous sommes particulièrement inquiets des choix libéraux annoncés par le nouveau Président de la République, en particulier sur les dérégulations supplémentaires du droit du travail et des garanties collectives, mais aussi des suppressions massives d'emplois publics avec une volonté clairement assumée d'imposer ces mesures par ordonnance et sans dialogue social.

Dans cette situation de tous les dangers, nous réaffirmons que nous jouerons pleinement notre rôle de contre pouvoir.

Inlassablement, notre action syndicale restera une force de contestation, de propositions, de transformation sociale, face à tout pouvoir quel qu'il soit : économique, politique, administratif.

Surtout, nous appellerons les agents de la DGFIP, et l'ensemble des acteurs de notre administration, à se serrer les coudes et à exprimer l'urgence de stopper la course folle au démantèlement de nos missions et moyens budgétaires.

L'incertitude est grande sur les annonces à venir, tant sur le PAS mais aussi sur les futurs choix fiscaux et administratifs, tout comme sur les annonces de suppressions d'emplois.

Il faudra se faire entendre haut et fort tant la situation est dégradée comme l'a souligné le récent baromètre social avec des constats incontournables : tensions sur les missions, sur les conditions de travail, stress et charge de travail, affaiblissement du sens du travail.

Dès lors la situation des emplois de notre Direction nous préoccupe particulièrement quand nous constatons la situation des effectifs après la publication des mouvements de mutation (-5 A, -18 B et - 32 C avant affectation des ALD). C'est une nouvelle catastrophe majeure qui s'annonce pour les services et les collègues.

Ce sont de nouvelles tensions pour les agents qui s'annoncent tout comme de nouvelles baisses du service aux usagers et collectivités.

De plus les contraintes budgétaires pèsent toujours et encore avec une absence de moyens réels pour même mettre en œuvre les réorganisations que vous imposez.

Ce sont ces analyses et combats que nous porterons dans les prochains jours, tout comme dans nos débats aujourd'hui sur les sujets à l'ordre du jour.

Solidaires Finances Publiques, en responsabilité, a toujours défendu l'utilité des dispositifs liés à l'amélioration des conditions de travail.

Dans le même temps nous avons souligné les risques à ne pas les faire vivre réellement, en particulier en raison de contraintes budgétaires lourdes qui rendent quelque peu abstraits les moyens donnés.

L'importance du recensement des risques psycho sociaux souligne ainsi que si on veut effectivement donner des réponses au réseau, il faut aborder les manques d'effectifs qui sont au cœur des tensions constatées et insister sur le besoin de soutien des agents.

A ce sujet, nous réitérons notre demande faite en 2016 de fournir au CTL le Tableau de Veille Sociale et non la fiche analytique des travaux. Quels que soient par ailleurs la qualité des travaux et l'implication des services RH, tant en national et local, les conditions de vie au travail ne doivent pas se cantonner à un suivi en terme de ressources humaines mais être traités comme une question transversale.

Dans cette situation dégradée, avec des contraintes lourdes, nous exprimerons de nouveau nos exigences que chaque service, chaque agent, puisse avoir une réelle visibilité sur son avenir, sur la mise en œuvre de l'ASR et son calendrier.

Pour Solidaires finances publiques, il faut prendre la mesure de l'ampleur des enjeux humains qui existent derrière les chiffres et se saisir à bras le corps des raisons profondes du mal être des agents de la DGFIP.

Les élus Solidaires Finances Publiques
au CTL de l'Eure